

LE LABORATOIRE GRENOBLOIS

Il ne se passe guère de jour en effet, sans que les médias locaux ne claironnent quelque innovation *high tech*, quelque percée industrielle, quelque énorme profit, de ce que des esprits de sang-froid nomment avec plus d'exactitude : nécro-technologie. Activité hégémonique, en voie de devenir la mono-activité de l'Y grenoblois. Si l'esprit de clocher est universel, sa variante locale s'enorgueillit à juste titre d'être à la pointe de la *technification* et de la marchandisation du monde. Ainsi cent ans d'expérience scientifique et sociale aboutissent à cette merveille de *gouvernance* : le rat de labo et fier de l'être.

I

Le *Daubé* du 5 mars 1997 a une nouvelle pour ses lecteurs : "*La ville a un jeu extraordinaire à jouer en biologie. C'est le message qu'a voulu faire passer Michel Destot en visitant l'Institut de Biologie Structurale.*" Huit mois plus tard, le message est devenu décision : "*Grenoble s'attèle aux biotechnologies. Grâce à une participation croisée avec Lyon, Grenoble veut investir pour les dix ans qui viennent, sur le couple électronique - biotechnologies au sein du Réseau des villes rhônalpines.*" L'article rapporte une scène exemplaire du fonctionnement de la technocratie grenobloise *au sens littéral* : pouvoir des technocrates.

"C'est l'édile grenoblois, le rapporteur spécial du budget de l'Industrie à l'assemblée nationale, l'ancien ingénieur du Commissariat à l'Energie Atomique, l'ancien patron de PME technologique, et le fer de lance avec Raymond Barre, du Réseau des villes rhônalpines qui, en quelques jours, vient d'esquisser le devenir technologique de Grenoble.

Michel Destot aura en effet été porteur, ce jeudi soir, devant 120 présidents d'université, chefs d'entreprises de pointe et directeurs de laboratoires du creuset grenoblois, des intentions de participation croisée entre les compétences (...) lyonnaises et grenobloises sur leurs deux filières d'expertise des bio-industries (notamment avec Mérieux/Pasteur) et du numérique/micro-électronique.

En deux mots, il a été décidé à cette occasion (et confirmé devant la presse ce vendredi), avec la bénédiction de Yannick d'Escatha, administrateur général du Commissariat à l'Energie Atomique, de concrétiser ce rapprochement, sous la forme d'un montage se greffant sur les opportunités actuelles."

Ce que l'on voit ici à l'œuvre, c'est un véritable *directoire* de l'agglomération grenobloise. Ainsi la fusion des pouvoirs politiques, économiques et scientifiques au sein d'un technocratin atteint ce degré d'unité et de puissance que "*120 présidents d'université, chefs d'entreprises de pointe et directeurs de laboratoires du creuset grenoblois*" peuvent en huit mois, décider pour dix ans des investissements massifs et du cap à suivre par une technopole de 420 000 habitants. Et sans jamais feindre de demander l'avis du technosurf, tant celui-ci compte pour rien et paraît acquis d'avance. Décision efficace : alors qu'en dehors de Beckton-Dickinson, n'existaient à Grenoble que des embryons de biotechnologie, surgissent en quelques années les "jeunes pousses" (Génome Express, Protéin' Expert, Techno' Cell), les labos, les recherches croisées, un "pôle de santé" et - bubon sur la plaie - Biopolis. Un projet de "*pépinière de jeunes entreprises dédiées aux industries du vivant et de la santé*", suivant le principe éprouvé d'investissements *publics* pour des profits *privés*. Un ensemble de labos à 6,1 millions d'euros répartis entre la Métro (communauté d'agglomération), le Conseil Général et la Région Rhône-Alpes. Dans la cité des techno-rats, tout le monde marche dans la manipe. Max Micoud, le mandarin libéral et immunologiste, insiste pour que la Métro achète le site Ricou à proximité des "*espaces de santé que sont les hôpitaux, la faculté de médecine, le Centre de Recherche des Armées,*

le campus..." afin d'y édifier "un tremplin pour les biotechnologies grenobloises." Et nul ne s'émeut que le Centre de Recherche de l'Armée (le CRSSA) ne figure aux côtés du Commissariat à l'Energie Atomique, du CHU de La Tronche, de l'Inra ou de la Chambre de Commerce et d'Industrie parmi la vingtaine d'institutions associées au projet. Après tout, le génie génétique, ça sert aussi à faire la guerre. A manipuler le génome de la peste, du charbon, de la variole pour les rendre invincibles. Après tout, la chimie locale a pris son essor au siècle dernier, en fabriquant des gaz de combat : il faut être de son temps.

En somme, Claude Feuerstein, président de l'Université Joseph Fournier et de l'Association pour le Développement des Biotechnologies sur l'Agglomération Grenobloise (Adebag, l'appareil qui "pilote" Biopolis), ne prend guère de risque en annonçant dans la presse locale : "*Les bio-industries vont exploser!*"

Exploser, dites-vous?

Sans doute est-ce ce qu'on appelle une prophétie auto-réalisatrice.

Les seuls rétifs, finalement, sont les techniciens de DDE qui estiment "bien compromis" ce projet de Biopolis sur les bords de l'Isère, en plein site inondable dans une cuvette célèbre pour son terrain marécageux et ses crues ravageuses, par ailleurs zone d'éboulement et d'activité sismique. Inquiétude avivée par l'état déplorable des digues, suite à des années de négligence. On peut réparer les digues, mais on ne peut exclure que le CHU de La Tronche et Biopolis ne clapotent un jour dans cet "espace de santé" où Max Micoud trouvait si judicieux de l'implanter. En effet, cette parcelle "*est située dans une zone d'aléa fort où la hauteur d'eau pourrait être supérieure à 1,50 mètre et où la vitesse pourrait dépasser 1m/seconde.*" (avis de la DDE). Ce qui n'a pas empêché la mairie de La Tronche, d'accorder son permis de construire à la sauvette, le 27 décembre 2001. Mais enfin, si l'on y tolère d'autres labos, et en particulier le CRSSA, pourquoi y interdire Biopolis ? Et si l'on tolère le CRSSA et Biopolis où que ce soit, il est bien congru que l'instinct de mort les implante au pire endroit possible. Chute - provisoire - de la farce : la commune de La Tronche souscrit à "*l'Agenda 21 pour la protection de l'environnement et le développement durable*", mais "*paradoxalement*" dit son maire, "*si l'utopie est nécessaire, les avancées réelles se feront avant tout grâce à une bonne dose de pragmatisme...*"

II

Si pernicieux soit-il, le projet Biopolis n'est que broutilles face au projet Minatec. 150 millions d'euros (soit 25 fois Biopolis), investis par le Commissariat à l'Energie Atomique et les collectivités locales pour créer sur huit hectares, le premier centre européen des micro et nanotechnologies. Le plus grand projet réalisé en Isère, selon André Vallini, président du Conseil Général, depuis l'implantation du Synchrotron (accélérateur de particules), il y a vingt ans. Le plus grand depuis l'implantation du CEA, il y a quarante-cinq ans, renchérit *Isère Magazine*. *Le Monde* s'enthousiasme sur deux pages. "*Les grandes promesses de l'infiniment petit. Un univers de nains pour, demain, gouverner le monde.*" Une révolution gigantesque dont les effets dépasseront ceux du transistor et des biotechnologies. L'électronique mariée à la biologie. L'organisme envahi demain par des nano-robots médecins qui vaincront des maladies incurables. Tous les domaines concernés : santé, industrie manufacturière et minière, informatique, agriculture, environnement, défense, sécurité. Un marché de mille milliards de dollars d'ici quinze ans (électronique, pharmacie, chimie, espace, etc.) "*Minatec cristallise les ambitions de la filière électronique de la région de Grenoble.*" Pluridisciplinarité. Biologie à l'étage, physique au rez-de-chaussée, et entre deux, les nanotechnologies. Un nanomètre : atomes et molécules deviennent visibles et manipulables. On traite de l'information. Connections de photons avec des ions ou des électrons. Constructions de nano-machines. Valorisation. Productions et

commercialisations industrielles. Recherche. Formation. Des labos, deux écoles d'ingénieurs, des jeunes pousses (Alditech, Tronic's Systems, Apibio, etc.), concentrés sur le même site pour stimuler croisements et croissances. 13500 emplois directs pour 30 000 emplois induits, etc.

On ne détaillera pas ici les "dangers" des nanotechnologies. *"Concrètement, les robots, les organismes génétiquement modifiés et les nanorobots sont unis par un redoutable facteur commun aggravant : ils ont la capacité de s'autoreproduire. Une bombe n'explose qu'une fois, un robot, en revanche, peut se démultiplier, et rapidement échapper à tout contrôle." "Leur fonction essentielle, c'est à dire leur capacité à se reproduire, exige des précautions encore inégalées pour éviter des risques égaux ou supérieurs à ceux que présente l'énergie nucléaire, pires qu'une centaine d'Hiroshima ou un millier de Tchernobyl."*

Des crédits gigantesques pour un marché colossal, une technologie si périlleuse qu'elle réduit l'individu à la merci d'une poignée de Directeurs et de leur appareil policier, le "pari" comme ils disent, était irrésistible pour le techno-gratin déjà formé par ses exercices nucléaires. Que ses bio et nano-technologies fournissent à la fois le prétexte et les moyens de leur absolutisme, c'est la vertu d'un cercle amoureux vicié par ses maîtres, afin d'en finir avec l'Histoire et de s'assurer une domination aussi pérenne que la survie du césium 131.

Adjacent à Minatec, les stratèges du CEA et du LETI (Laboratoire d'Electronique, de Technologie et d'Instrumentation) planifient déjà le "développement du pôle Nanobio" qui, comme son nom l'indique, croisera la génomique structurale, la protéomique et les nanosciences. Et ensuite, qui sait ? Arrivera-t-on à numériser jusqu'au moindre point de nos corps afin de les recomposer à la guise de nos ingénieurs. Gageons qu'une commission d'éthique planche déjà, avec toute la vigilance nécessaire, sur les implications.

"C'est vraiment la culture grenobloise qui a permis de développer ce nouveau centre" déclare Jean-Charles Guibert " Responsable des programmes et du partenariat au sein du pôle Minatec".

Vraiment ? *La culture grenobloise ?*

Le 3 novembre 1998, à l'invitation de Michel Destot, Pascal Colombani, Directeur de la Technologie au Ministère de l'Education Nationale, de la Recherche et de la Technologie, Geneviève Berger, chef du Département des biotechnologies dans cette direction et Jean-Jacques Payan, chargé de mission par Claude Allègre pour la mise en place de réseaux et l'Université 3M-Ile de France, se rendent à Grenoble pour une *"journée consacrée à la valorisation du potentiel grenoblois dans le domaine des biotechnologies, au moment où le Ministère est en train de définir un réseau de compétences au niveau national."*

A propos de réseaux, soulignons le judicieux choix des invités, Jean-Jacques Payan, ex-prof de maths à l'Université de Grenoble et membre du PS local, tandis que Pascal Colombani est aujourd'hui administrateur général du CEA. La maison mère de Minatec.

Ce que l'on surprend ici, derechef, c'est la prise de décision du techno-gratin. Payan et Colombani inaugurent avec Destot le "8^e forum international du management technologique", organisé par l'Ecole Supérieure de Commerce de Grenoble. Puis le projet de bio-puces fait l'objet d'une visite au Laboratoire d'Electronique et de Traitement de l'Information (LETI), au CEA, suivie d'une présentation des programmes de recherche de l'Institut de Biologie Structurale. *"Une délégation d'une trentaine d'experts du domaine (Université Joseph Fourier, Institut National Polytechnique, CNRS, CEA, IBS, CHU, Institut Albert Bonniot, Pôle Universitaire Européen, responsables d'entreprises comme Génome Express, de l'industrie papetière, de la défense... s'est ensuite réunie autour du Maire, de*

Gérald Dulac, adjoint à l'économie, Bernard Pecqueur conseiller délégué à la recherche et à l'université, Daniel Zenatti vice-président de la communauté de communes.

Au moment où le gouvernement affirme sa volonté de développer l'innovation et le transfert de technologies, en indiquant parmi les thématiques prioritaires les biotechnologies, chaque intervenant a ainsi pu valoriser les nombreux atouts du pôle grenoblois et les niches spécifiques du développement de ces technologies."

Quatre secteurs sont ainsi définis. Télé médecine et robotique chirurgicale. Biologie structurale et utilisation du synchrotron (notamment pour tester les protéines). Croisements des compétences de physique et d'informatique (biopuces). Application des micro-systèmes à la santé. On rappelle le développement de "deux pôles Rhône-Alpes" : le numérique, présidé par le grenoblois Gérald Dulac, et les biotechnologies présidée par la lyonnaise Anne-Marie Comparini. On souligne le point fort de Grenoble : la vieille liaison entre recherche et industrie. Les élus évoquent "l'implantation d'une pépinière d'entreprises innovantes à proximité de l'hôpital" (Biopolis). Colombani annonce la loi sur l'Innovation (Loi Allègre, votée le 12 juillet 1999), pour pousser les chercheurs à la création d'entreprises, les objectifs du plan national (multiplier par trois la prise de brevets, créer 400 entreprises de haute technologie), et les moyens de ces objectifs (670 millions de francs, soit 270 millions de francs supplémentaires au fonds de recherche technologique. Création d'un nouveau fonds pour la science, doté de 500 millions de francs. Contributions financières à l'embauche de 250 jeunes chercheurs par des PME/PMI. Création d'un "fond d'amorçage", Emertec, pour financer des start-up, etc.)

"Les implications de ce programme volontariste sont multiples pour Grenoble, qui avait déjà devancé certaines de ces décisions. Et d'annoncer la désignation de Grenoble comme tête de file du premier réseau de région, dans le domaine de la micro/nanoélectronique. Ce réseau et les fonds correspondants, seront gérés directement par le LETI à Grenoble." En clair, Minatec.

Ainsi est né "le plus grand projet jamais réalisé en Isère", "le premier centre européen des nanotechnologies", d'une réunion entre "une trentaine d'experts du domaine" et deux supérieurs nationaux de la techno-caste. Pas plus que pour Biopolis, le simple citoyen ne fut convié à dire son mot, pas même lors des municipales de mars 2001, ce "temps fort de la démocratie représentative". A la signature du projet, Michel Destot pouvait se féliciter de "ce que nous avons commencé à imaginer il y a quelques années avec Jean Therme (Directeur du CEA/LETI) et Geneviève Fioraso (adjointe en charge de l'innovation), ait si rapidement trouvé sa traduction concrète."

Sur la photo souvenir, parmi les huit "pères fondateurs" figurait Pascal Colombani, désormais administrateur général du CEA.

L'unanimité qui avait entouré Biopolis se renforce autour de Minatec. Ni la Frapna (Fédération Rhône-Alpes des Associations de Protection de la Nature), ni ATTAC, ni les Verts, ni les groupes trotskystes ne font la moindre objection. Il n'est même pas sûr que ces appareils aient enregistré ces opérations, tant ils sont programmés à toujours livrer une guerre de retard. La seule réserve grommelée par Raymond Avrillier, "tombeur de Carignon" et principale figure des "écoco-citoyens" grenoblois concerne "le risque financier pour le contribuable". Max Micoud, le mandarin de la droite se "réjouit de cette proposition pour Grenoble" Jusqu'à Pierre Kermen, élu vert et chargé de relations publiques de l'Université Joseph Fourier, pour qui "tout est scientifique dans ce projet, sauf l'évaluation financière."

Voilà bien cette "culture grenobloise" dont se rengorgent les dirigeants de Minatec, et dont l'absence n'eut pas permis "le développement de ce nouveau centre." Parfait exemple de "réussite (...) appuyée sur le triptyque université-recherche-industrie" A Grenoble, comme ailleurs ? Non. Ailleurs comme à Grenoble.

III

Voici 30 ans qu'à travers d'innombrables livres, articles et campagnes de pub se propage le "mythe grenoblois", aussi nommé "modèle" ou "laboratoire" grenoblois. Mirage de la technopole à la neige où une population d'Ingénieurs, Techniciens, Cadres, exploitant son inépuisable fonds de matière grise, inventerait un social-futurisme à l'usage de toute le pays, entre sciences fondamentales et applications industrielles, engagement écolo-socialiste et ski le dimanche à Chamrousse.

Paris-Match lors des Jeux Olympiques d'hiver, en 68 : "Grenoble, c'est Brasilia."

L'article de Grenoble, recopié et mis à jour, du *Figaro* au *Monde*, du *Monde* à *Libération*, en passant par *L'Express* ou *Newbizz*, pour être ensuite ressassé dans la presse locale, célèbre à satiété "la capitale high tech", "la ville branchée technologie", "sur les cimes de l'innovation", énumérant en boucle ses 55000 étudiants, ses 18000 chercheurs et 250 laboratoires de recherche, ses neuf écoles d'ingénieurs et cinq équipements européens. "Grenoble où l'on dénombre deux fois plus d'internautes qu'au niveau national", où "le taux de croissance (7 %) est le double de la moyenne nationale et la part des emplois générés par les nouvelles technologies de 40 %." Grenoble où "les offres d'emploi progressent régulièrement (de 0,6 à 1 % par an) pour des salaires se situant aux alentours de 11500 frs, au deuxième rang sur le plan national, derrière la région parisienne." Où une personne sur huit est étudiante et une sur cinq travaille dans l'enseignement supérieur ou la recherche. Grenoble cosmopolite, dont la population se renouvelle de 25% tous les dix ans, où deux habitants sur dix sont de souche dauphinoise, qui accueille quarante communautés étrangères (ethnique chic !), "dont la première communauté anglo-saxonne après Paris." Et il faut noter, en effet, l'ingénierie de population qui se pratique ici. La "Telecom Valley", la "Silicon Valley" dont "l'ascension est irrésistible". Cette "ville en mouvements" qui "s'organise principalement autour de deux pôles, le numérique et les biotechnologies." "Une vraie tradition grenobloise, souligne Pierre Kermen, responsable de la communication de l'Université Joseph Fourier (sciences, technologies, médecine) : l'université et la science ont toujours contribué à l'aménagement du territoire."

Ce qu'une publicité SNCF résume d'un cliché définitif : " Et si on divise la racine carrée de l'hypoténuse par le cosinus au cube de Pi, ça nous donne... Bon on va skier?" Bertrand.

1^e année d'école d'ingénieur. Grenoble. Paris- Grenoble avec découverte 284 frs (43,30 E).

Noyau du mythe, la domestication de la "Houille blanche" par Aristide Bergès en 1869, qui fait d'une ville gantière, sans matière première et à l'écart des grands axes, un centre métallurgique et chimique. De cet événement fondateur émerge l'exception grenobloise, la fameuse "synergie recherche-industrie" qui cent ans plus tard, constitue plus que jamais le moteur du développement local. C'est dire qu'à Grenoble, plus tôt, plus vite, plus à fond qu'ailleurs, la science s'est vendue à l'industrie et que l'industrie a acheté la science, pour leur mutuel bénéfice (synergie !). Que le patronat a su créer une caste techno à la solde de ses entreprises, tandis que ces "ingénieurs, universitaires, cadres, techniciens" lui soutiraient l'argent nécessaire à "l'innovation technologique". Qu'au nom du Progrès et de la "merdonité" (Leiris), ils ont ainsi été les pionniers de la marchandisation en physique-chimie, électronique, nucléaire - et désormais, bio et nano-technologies - ouvrant au pillage ces nouvelles frontières que l'on ne trouvait plus dans un monde fini.

1892. Un groupe de notables menés par Aristide Bergès et Casimir Brenier, le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie, se mobilise pour obtenir la permanence du cours d'électricité à l'université et lancent une souscription dans *Le Petit Dauphinois*. 1898. Création de l'Institut Electrotechnique de Grenoble (IEG) qui "s'impose d'emblée une règle

de conduite pour le développement tant des enseignements que des laboratoires: s'adapter aux besoins de l'industrie locale." 1900. 150 patrons, ingénieurs, universitaires, banquiers, et le préfet, se groupent en "Société pour le Développement Technique près de l'université de Grenoble" (SDET), afin de soutenir financièrement et politiquement l'IEG. Les finances publiques, municipales, alimentent déjà cet enseignement et chaque année, le directeur de l'IEG vient au rapport devant les membres de la SDET. 1908. Casimir Brenier fait don d'un terrain et d'un immeuble à la ville de Grenoble pour la construction "d'un institut électrotechnique et des sciences industrielles." (Valeur : 2,439 millions d'euros)

1914. Divine chance de la recherche et de l'industrie grenobloise. Des biscuits Brun et des pâtes Lustucru aux obus Bergès, les entreprises locales connaissent un essor exceptionnel. Aménagements hydroélectriques pour pallier la perte des charbonnages occupés. *Boum* dans la construction mécanique. Floraison des sites électro-chimiques. Matériel électrique, explosifs, coton nitré, papier à cartouche et gaz de combat sortent à jet continu, des usines de l'agglomération. La métallurgie, triplant ses effectifs, fabrique jusqu'à 50 000 obus par jour. Les productions de chlore, d'aluminium et d'aciers spéciaux prolifèrent dans la vallée de la Romanche, à Jarrige et Livet-Gavet. Les chercheurs mettent la main à la pâte. Ainsi Georges Flusin, responsable de labo à la fac, sollicité par Aimé Bouchayer, l'un des principaux industriels de la région et intermédiaire du gouvernement pour la production de guerre.

" Dès les premiers mois de 1915, après la crise des obus, après celle des douilles, après celle des gaines-relais, nous arrivons à la crise des explosifs... pour obtenir de la mélinite, il faut mettre en œuvre des acides qui rongent la fonte, le fer, l'acier..." Georges Flusin trouve la formule du métal inattaquable. Il embauche des chimistes, fabrique du magnésium pour l'artillerie, du chlore et d'autres toxiques pour les gaz de combat. Ces installations grenobloises produisent des alliages spéciaux et des substances chimiques. Du phosgène par exemple, qui fit 6000 morts sur le front russe, le 31 mai 1915, 3000 à Bhopal en décembre 1984, et dont on fabrique toujours assez à Grenoble, en 2002, pour exterminer sa population en cas d'accident.

Les industriels charmés multiplient par quinze leurs subventions au laboratoire d'électrochimie et l'après-guerre ouvre une grande ère de "synergie recherche-industrie". Fondation de l'Ecole d'Ingénieurs Hydrauliciens (EIH), du Laboratoire d'Essais Mécaniques (LEM), et de l'Institut d'Electrochimie et d'Electrometallurgie, avec l'appui de Claude Keller, président de la Chambre de Commerce et d'Industrie, et 1 million de francs de subventions de la Chambre Syndicale des Forces Hydrauliques. Les Etablissements Bouchayer-Viallet ou NBPP connaissent une prospérité sans précédent. Regroupés au sein de l'Association des Producteurs des Alpes Françaises (APAF) ces industriels grenoblois exercent dans les années 20 et 30, une influence nationale. *"Leur présence au sein des conseils de l'Institut, les collaborations qu'ils proposent par le biais des laboratoires ou le soutien qu'ils apportent pour l'obtention de financements publics constituent des éléments essentiels à la croissance des écoles d'ingénieurs grenobloises."* - Irriguées aussi par les crédits militaires -. Ainsi l'armée de l'air propose en 1930 de subventionner l'étude de la mécanique des fluides au sein de la faculté des sciences.

L'Histoire repasse les plats en 39-45 et Grenoble, fille à soldats, multiplie ses contrats techno-militaires. Essentiellement via deux officiers-physiciens, Félix Esclançon et Louis Néel, le futur prix Nobel, qui se sont rencontrés peu avant l'armistice à Alger, au Centre de Recherche de la Marine. Le premier vantant au second les *"charmes de Grenoble, les locaux disponibles, le milieu universitaire et industriel sympathique..."* En 1939, une section d'aérodynamique se fonde au sein de l'Ecole d'Ingénieurs Hydrauliciens (EIH). La fac de sciences, après l'armistice, offre un refuge à des cadres de la Marine et de l'Armée

de l'Air. A l'automne 1940, Louis Néel s'installe à Grenoble avec son chef de travaux, Robert Forrer, et son assistant Louis Weill. Issu du célèbre laboratoire de Pierre Weiss, Louis Néel possède une solide réputation au sein de la communauté physicienne. Il dispose également de puissants soutiens auprès de la Marine et de contacts au CNRS. Cette collaboration entre les rescapés de la Marine, de l'Armée de l'Air, et l'Institut Polytechnique de Grenoble (IPG) inspire des recherches et donne naissance à des équipes, dont la durée et l'importance sont occultées. Ainsi, le service radio (nommé "haute fréquence" par discrétion) mis en place l'hiver 42, qui devient ensuite laboratoire d'électronique. Celui de détection sous-marine (DSM), base du premier groupe grenoblois en traitement du signal. Ou encore le laboratoire de magnétisme du navire, créé par Louis Néel. La paix rétablie, ces contacts militaires s'étendent à de nombreux domaines et apportent aux équipes un financement conséquent et durable.

A la fin des années 40, dans le cadre d'une recherche sur les revêtements anti-radar, Louis Néel implique ainsi toute son équipe de physiciens, mais aussi le Laboratoire d'Essais Mécaniques (LEM) et celui de haute fréquence dirigé par Jean Benoît. Quelques années plus tard, ce professeur d'électronique intéresse les militaires à ses propres travaux dans le cadre de son "*laboratoire d'antennes*". Au début des années 50, grâce aux relations de F. Esclangon, Jean Kuntzmann parvient à signer un contrat avec le Service Technique de l'Aéronautique (STAE), qui permet à son jeune laboratoire de calcul de survivre à des années difficiles.

Où l'on voit que "*la liaison recherche-industrie*" est aussi bien civile que militaire. Un ménage à trois, avec l'armée dans le rôle du partenaire caché dans le placard.

La Reconstruction s'avère aussi florissante que l'entre-deux-guerres.

1946. Soutenu par les industriels locaux, notamment Paul-Louis Merlin (matériel électrique) et Dagallier (Neyrpic : matériel hydraulique), Louis Néel obtient du CNRS, la création du Laboratoire d'Electrostatique et de Physique du Métal (LEPM). Peu de temps après, P-L Merlin fonde "*l'Union des Ingénieurs Dauphiné/Savoie*", pour "*promouvoir le rôle des ingénieurs dans la société*", et en 1947 "*Les Amis de l'Université Grenobloise*" (AUG). Un groupe de pression géré par le banquier Lafanechère, financé par l'Association des Producteurs des Alpes Françaises (APAF), qui harcèle les services de l'Education Nationale pour obtenir des crédits et des postes à la fac de sciences et à l'Institut Polytechnique. Non seulement s'assurent-ils ainsi les cadres et les recherches nécessaires à leurs entreprises, mais ils apprennent à pomper la manne d'état. Expertise précieuse, quand passée l'euphorie des années 50, la S.A Merlin-Gérin remporte les gros contrats d'électro-mécanique des sous-marins nucléaires, tandis que Neyrpic rafle ceux des cuves de centrales nucléaires. Développement *télescopique*, et non pas sinueux. Chaque cycle techno-industriel préparant la percée suivante. Ce sont les succès du LEPM et le prestige de l'Institut Polytechnique qui permettent à Louis Néel d'obtenir du Commissariat à l'Energie Atomique, la création du Centre d'Etudes Nucléaires de Grenoble (1956). C'est du CENG que procède en 1967, l'Institut Laue Langevin (réacteur à haut flux, nouvelle initiative de L. Néel), le Laboratoire d'Electronique et de Technologie de l'Informatique (LETI), voué aux applications et aux créations de sociétés industrielles : *L'essaimage*. Comme aussi bien, le Synchrotron (accélérateur de particules) en 1994, qui sert aujourd'hui à faire du séquençage de génome. Tandis que Jean Therme, "*pilote*" le projet Minatec, à la tête du LETI/CENG.

IV

Culture grenobloise. Louis Néel, officier de marine et physicien, crée le CENG, et dans le sillage du CENG, des dizaines de laboratoires et d'entreprises. Hubert Dubedout, officier

de marine et collaborateur de Louis Néel, chargé des relations extérieures au CENG, cultive les industriels et les universitaires locaux. En 1967, Hubert Dubedout devient maire de Grenoble. Lors de son troisième mandat (1977), Michel Destot, un jeune ingénieur du CENG, devient l'un de ses adjoints, chargé de la communication municipale. En 1995, Michel Destot devient maire de Grenoble, réélu en 2001. Jean Therme sera-t-il le prochain maire de Grenoble ? Ou bien, Jean-Charles Guibert, son chargé de relations extérieures ? En 1979, le seul département de recherche fondamentale du CENG regroupe : le Président de l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Grenobloise, le président du plus important centre socio-cul de la ville, la vice-présidente de la Maison de la Culture, le fondateur du Centre Culturel Scientifique, par ailleurs premier adjoint au maire de Meylan, le fondateur de la Maison médicale du quartier de La Villeneuve et ancien adjoint de Dubedout, et Le Président-Fondateur de l'Association de défense des transports en commun.

La mairie de Meylan compte trois chercheurs, dont deux du CENG à sa tête. Ce sont eux qui en 1972, inaugurent la fameuse ZIRST (Zone pour l'Innovation et les Réalisations Scientifiques et Techniques). Une *technopole* destinée à développer les technologies de pointe et la "*synergie recherche-industrie*". La ZIRST recense aujourd'hui 280 entreprises, pour 8500 salariés –10000 d'ici la fin de l'année-. Tandis que de Crolles à Voreppe et de Voreppe à Echirolles, prolifèrent les graines de technopoles, dont les affreuses pousses "*essaiment*" sous l'œil ravi des économistes, "*mitant*" la vallée du Grésivaudan, et gonflant d'autant le trafic pendulaire vers les "*zones d'innovation*". En attendant le jour prochain où, de Grenoble à Genève, ne s'étendra plus qu'une "*conurbation high tech*", façon route 128 ou Silicon Valley (la vraie), qui font tant rêver notre techno-gratin.

Culture grenobloise. Essaimage. Pépinières. Incubateurs. Derrière ce vocabulaire agricole, la sempiternelle "*liaison recherche-industrie*", ayant quasiment atteint le point de fusion où les chercheurs cultivent leurs "*jeunes pousses*", avec l'engrais de leurs labos d'origine et d'innombrables fonds et mécanismes de soutien. Une politique nationale, dont le techno-gratin, avec son sens aigu des crédits et des ressources captables, tire le meilleur profit.

1967. Création de l'Agence Nationale pour la Valorisation de la Recherche (ANVAR).
1983. Eruption de CRITT (Centres régionaux d'Innovation et de Transfert Technologique).
2002. ASTEC : Aire de Service pour le Transfert, au CENG (120 entreprises lancées par ses ingénieurs en mai 2000, en quinze ans d'activité). CEA-VALORISATION : filiale à 100 % et société de droit privé qui agit comme capital-risqueur à la place du CEA, en devenant actionnaire des "*jeunes pousses*" germées dans ses labos. HITELLA : "*zone de transfert*" de l'INPG, qui forme ses étudiants à la création d'entreprise, jusqu'au plan de financement présenté devant un jury qualifié. "*Il s'agit de susciter chez eux la créativité, l'esprit d'entreprendre, voire l'esprit d'indépendance*" résume Jean-Claude Sabonnadière, vice-président du conseil d'administration de l'INPG. "*Il y a dix ans, quand un chercheur participait à la création d'une entreprise, il était mal vu. Mais depuis que les ministères ont dit qu'il fallait créer des entreprises pour développer la richesse du pays, les choses ont changé.*" RECUPAC, DESIGN & REUSE, MEMSCAP, AREXSYS, OSMOOZE : cinq essaimages de l'INPG. Enrichissez-vous. Inria-Transfert : incubateur de l'Institut National de Recherche en Informatique et en Automatique. Trois sociétés créées à Grenoble (NOVADIS Service, Polyspace Technologies, ATHYS) et une quarantaine en France. I.Source Gestion : premier "*fonds d'amorçage*" dédié aux sciences et techniques de la communication. In' tech : club de veille technologique dans le même domaine pour favoriser les rencontres entre industriels et chercheurs. UJF INDUSTRIE, à l'Université Joseph Fourier, avec ses trois rejetons (PRAXIM, VITAMIB, EQUITIME). "*Nous disposons aussi d'un fonds de valorisation multiplié par dix depuis 4 ans, utilisé comme un fonds de pré-pré amorçage pour financer la protection de nos brevets, industrialiser les*

technologies et résultats de nos labos, réaliser des études économiques", relève Denis Leroux, le directeur d'UJF INDUSTRIE. Toujours à l'Université Joseph Fourier, décidément *fertile*, le Centre de Technologie du Logiciel (CTL), où les industriels peuvent trouver l'ensemble des avancées les plus récentes, et le Centre d'Excellence en Biotechnologie de l'Agglomération Grenobloise (CEBAG) qui rabat des projets pour Biopolis. *GRAIN*. Grenoble Alpes Incubation. L'un des cinq premiers incubateurs créés en France à la suite de la loi sur l'innovation. Une coproduction INPG, INRIA, CEA, CNRS, Universités Joseph Fourier, Stendhal, Pierre Mendès-France, Université de Savoie, Chambre de Commerce et d'Industrie, avec le soutien financier de la ville de Grenoble. Ce label "projet en incubation" ouvrant la voie aux aides de l'ANVAR, du Ministère de la Recherche, de la Région Rhône-Alpes etc. *EMERTEC*. Le premier fonds d'amorçage français dont le siège, fait exceptionnel, est à Grenoble. Issu d'un *partenariat* entre le CEA, l'INPG, Aérospatiale Développement, la Caisse des Dépôts et Consignations, la Caisse d'Épargne des Alpes, et doté d'un capital de 200 millions de francs pour arroser les jeunes pousses de haute technologie. Ce fonds est géré par une société privée, détenue à 34 % par le CEA.

" *Depuis que créer une entreprise est considéré comme bien par les chercheurs, de nombreux projets innovants en réserve sont sortis des tiroirs*" confie Jacques Mossière, vice-président de l'INPG chargé du partenariat industriel. Une jeune société, Xenocs, a même fleuri à l'Institut Laue Langevin dont la vocation est pourtant la recherche fondamentale en sciences et techniques neutroniques. "Un argument décisif joue également dans cette prise de risques: une clause intégrée dans la loi sur l'innovation prévoit un départ temporaire jusqu'à six ans pour les chercheurs qui peuvent ainsi réintégrer leur labo d'origine en cas d'échec" précise Jacques Mossière. De quoi faire hurler les petits patrons classiques : " *Un copinage financé sur fonds publics ! (...) Je trouve injuste que le CEA paie des chercheurs qui mettent au point une technologie avec des fonds publics et qui ensuite exploitent cette technologie dans le privé en monopolisant les subventions publiques ! En plus s'ils échouent, ces soi-disant créateurs d'entreprises sont assurés de retrouver leur travail au CEA pendant trois ans.*" Yves Michnik, patron d'Innocable.

Célébrité de l'essaimage, CORYS, un service de simulation à la conduite de réacteurs nucléaires, interne au CEA que Michel Destot privatise en 1989. Une affaire de 140 salariés dont il est le PDG, se partageant 50 % du capital avec ses associés, le reste étant détenu par EDF et le CEA. Elu maire en 1995, il en confie la direction à son bras droit, Jean François Musso, et emmène certains collaborateurs à la mairie : Geneviève Fioraso, par exemple, aujourd'hui "adjointe en charge du développement économique et de l'innovation" (Minatec), directrice de l'Agence Régionale du Numérique. Deux ans plus tard, CORYS dépose son bilan avec 120 millions de pertes. Le SRPJ de Lyon enquête. Les actionnaires passent à travers et Musso en correctionnelle. La présidente du tribunal s'étonne : " *On naviguait à vue dans cette société. Vos notions de gestion étaient défailtantes.*" A rapprocher des déclarations de Destot. " *Il nous faut du pognon et des patrons.*" " *Il faut créer un véritable goût d'entreprendre.*" Et de ce véritable cri de Fioraso au conseil municipal : " *Il y en a un peu marre. Le marché, c'est pas sale !*"

Cependant, fort de son expérience d'essaimeur, le député-maire Michel Destot, rédige un rapport et organise un colloque sur "*l'Innovation en France*", le 12 février 2002 au Palais Bourbon. *Innovation*: un mot que les spécialistes préfèrent désormais à *transfert*. L'époque du passage de la recherche (en amont) vers les entreprises (en aval) est en effet plus que jamais révolu. Les travaux se mènent en commun. Et pour que chacun y trouve son compte, " *il est important que les laboratoires publics écoutent les besoins du secteur socio-économique, qu'il s'agisse d'industriels ou de sociétés de services*", insiste Alain Costes, Directeur de la technologie au Ministère de la Recherche.

Las, en dépit de l'augmentation des dépenses de recherche et de développement, les résultats sont décevants constate l'ex-patron de CORYS. Aussi propose-t-il des mesures supplémentaires pour encourager l'innovation. La mise en place d'un crédit d'impôt approprié, la création d'un pôle européen de la recherche, la réorientation des stock-options vers les jeunes sociétés innovantes ou encore le développement du parrainage des jeunes pousses par de grands patrons. *"Venu clore ce colloque, le secrétaire d'Etat à l'Industrie Christian Pierret aura au moins rassuré l'élu sur un point. Il a en effet annoncé que le gouvernement consacrerait 300 millions d'euros pour soutenir l'innovation industrielle en 2002. Presque identique aux 295 millions de crédits affichés en 2001, cette enveloppe est néanmoins en hausse de 42,5 % sur 1999."*

V

Culture grenobloise. En septembre 1976, Louis Néel intervient au conseil général de l'Isère pour soutenir l'implantation de SuperPhénix à Malville. Il met en évidence les accidents dans les centrales classiques, fonctionnant au charbon ou au pétrole, qui font des morts réels alors que " *les morts par plutonium, dont on vous a parlé jusqu'ici, sont des morts potentiels.*" Deux ans plus tard, le maire Dubedout propose le projet *Thermos*, de "centrale nucléaire domestique", pour alimenter le chauffage de Grenoble. Deux décennies plus tard, le député-maire Destot explique à l'assemblée nationale que " *... dans un pays comme la France, dépourvu de ressources énergétiques propres, le nucléaire reste une source d'énergie incontournable.*" Voilà pourquoi il fait voter une augmentation de budget de 3,9 % au CEA pour atteindre 6,02 milliards de francs en 2001. Un an plus tard, il rétorque aux contestataires des biotechnologies : " *Fallait-il rejeter le nucléaire, parce qu'il peut être employé à des fins militaires ?*"

Culture grenobloise. "L'Isère vient d'être consacré département à haut risque par Alain Carignon et Haroun Tazieff. C'est dans les salons de la préfecture de Grenoble qu'a été intronisé hier après-midi le "groupe Bhopal", pierre angulaire de la politique du nouveau ministre délégué à l'Environnement (également président du conseil général de l'Isère et maire de Grenoble). A priori, il était difficile de faire un meilleur choix. Un petit million d'habitants (la population du département) hébergera d'ici à la fin de l'année près du dixième de la puissance nucléaire française. Il n'y a que dans l'agglomération grenobloise que l'on peut compter autant de têtes (400 000) dominées par une telle quantité d'eau (un milliard de mètres cubes retenus par les barrages les plus proches). C'est aussi dans la banlieue de la capitale alpine qu'on trouve 3 des 15 entreprises chimiques jugées les plus dangereuses de l'hexagone. Et la nature n'est pas en reste. Pour sortir de l'agglomération (à 200 mètres d'altitude seulement), on emprunte un défilé dominé par des parois de 3000 mètres dont des pans entiers s'écroulent parfois. Enfin sous la partie la plus peuplée du département court un axe sismique en forme d'arc de cercle qui s'étend de la Suisse jusqu'à la Provence : deux secousses importantes se produisent en moyenne tous les cent ans, et justement, depuis près d'un siècle, rien n'a bougé." Seize ans plus tard, tandis que la cuvette étouffe dans l'oxyde des embouteillages, ses 420 000 habitants vivent toujours sous la menace de 19 sites Seveso, 4 sites nucléaires, 2 (bientôt 3) laboratoires P3. A Jarrie, une école primaire a créé quatre salles de confinement, en cas de fuite de chlore. A Saint-Egrève, le sixième incendie depuis 1983 éclate dans une usine classée "Seveso 2" : "Scènes assez ahurissantes. Sur l'avenue qui borde l'usine, des gamins faisaient tourner leur vélo, tranquilles. Des habitants venaient constater la situation au plus près de l'incendie." Les écologistes réclament la distribution de pastilles d'iode aux populations voisines des sites nucléaires, un syndicaliste de l'Institut Laue Langevin (ILL), s'esclaffe: "S'il y a un tremblement de terre, le premier endroit où j'irai est un réacteur nucléaire." Pourtant, quelle splendide façon de conditionner un peu plus les techno-rats, à leur

environnement.

Raymond Avrillier, l'élu écologiste, reprend la proposition d'Alphonse Allais, et demande qu'on mette les sites dangereux à la campagne : *"Je ne suis pas un intégriste : je comprends l'utilité de certaines industries chimiques, notamment dans le secteur pharmaceutique. En revanche, je n'arrive pas à comprendre pourquoi une usine d'engrais ou d'insecticides est implantée au cœur d'une agglomération."* Pourquoi pas dans le Vercors voisin, où les maires protestent contre *"cette catastrophe médiatique"*, le rapport de la Crie-rad sur les retombées locales de Tchernobyl?

Culture grenobloise. C'est pour bénéficier de *"l'excellent terreau scientifique grenoblois"* que l'armée implante en 1989 à La Tronche un laboratoire NBC (Nucléaire, Biologique, Chimique). *"Le Centre de Recherche du Service de Santé des Armées (CRSSA) a le désir de développer une large et active coopération avec la faculté de médecine, ainsi qu'avec les différents établissements scientifiques de Grenoble. Il est prêt à mettre à la disposition des chercheurs civils ses caissons thermo-climatiques. A l'inverse, il est désireux d'utiliser les appareils de résonance magnétique nucléaire, dont il existe, à Grenoble, un parc plus important que dans toute autre ville. Cette symbiose est une des raisons de l'installation en Dauphiné d'un centre de recherche médicale dépendant du ministère de la Défense Nationale. Nul doute que cette coopération ne se réalise dans l'harmonie, etc."*

Résumons. Ce labo spécialisé NBC, étudie non seulement les radiations ionisantes, les gaz toxiques, la résistance au combat (froid, chaleur, sommeil, altitude), mais aussi les virus et les agents *"transmissibles et militarisables"* : HIV, hépatites, prion (ESB), dengue. On y croise informatique et biologique, en liaison avec le CEA et l'Institut de Biologie Structurale (IBS), tandis qu'un labo dans le labo, classé P3, s'y livre à des expériences de virologie sur des cochons, des singes, des lapins, des rats. Curieuse idée en pleine zone urbaine et sismique, mais le général Curé nous rassure. *"Il n'existe aucun travaux secrets chez nous"* (sic) et le laboratoire *"ne pose aucun risque en matière d'environnement"*, même si la norme P3 impose de légères précautions : *"accès restreint au personnel, combinaisons, blouses, masques, lunettes, sur-chaussures, gants de chirurgie, circulation de l'air de l'extérieur vers l'intérieur, clapets anti-reflux, barrières de confinement biologique, installations pour la décontamination des déchets, filtres, douches, avertisseurs d'incendies."*

Les envois de lettres au charbon ont rappelé depuis qu'il n'y avait pas plus d'étanchéité entre les labos et leur environnement qu'entre recherches civiles et militaires, publiques ou privées. Aucun labo, si strictes soient ses règles de sécurité, n'est à l'abri d'un attentat ou d'un accident. Inondations, incendies, secousses sismiques, y restent aussi possibles que les défaillances humaines. N'importe. Les grenoblois ne se bilent pas. Les himalayistes séjournent dans les caissons hypobares du CRSSA, pour s'habituer aux effets de l'altitude, avant leurs expéditions. Et le Centre compte 130 civils pour 70 militaires. 130 bons grenoblois qui vont sans doute au ski le dimanche, emmènent leurs enfants à l'école le matin, avant d'aller au boulot en vélo, adhèrent à leurs syndicats (FO, SUD, CFDT), et même boycottent la cantine du centre pour protester contre leurs problèmes d'horaires.

Aussi bien, combien de labos civils signent de juteux contrats avec la Direction Générale de l'Armement ?

VI

Culture grenobloise. Sociologues et politologues ont beaucoup glosé, pour s'en émerveiller, sur l'émergence de ces fameuses *"couches nouvelles"*, liées à la mono-technologie de l'Y grenoblois. Célébrant son *"laboratoire"* et le règne de cette classe *"moyenne"*, *"intermédiaire"*, qu'ils rêvaient d'étendre au pays. Trente ans plus tard, nous

vérifions que ce rêve de laboratoire consistait surtout à nous changer en rats, que cette classe moyenne, entre la plèbe et les maîtres du monde, n'est intermédiaire qu'à la manière du chien entre la proie et les chasseurs. La techno-caste au pouvoir, elle s'efforce de *technifier* la ville. Non seulement par ses techniques, ses outils, ses investissements, son mode de vie, sa propagande, mais aussi par *l'ingénierie de population*. Par cet appel constant aux ITC - parisiens dans les années soixante, anglo-saxons dans les années 2000 - à immigrer vers cette technopole d'opportunités. Octobre 88 : "Ces cadres venus d'ailleurs." Octobre 2000 : "Grenoble va-t-elle manquer de cadres ? Les dirigeants de Cap Gemini, cinquième acteur mondial du conseil et des systèmes d'information affirment être en mesure d'absorber l'ensemble des jeunes diplômés des écoles d'ingénieurs de France dans leur spécialité !" "Grenoble. Les cadres font exploser les prix. Déjà élevés, ils ont augmenté en moyenne de 15 % pour les appartements et de 25 % pour les maisons. Berriat et Europole ont la cote, mais tous les secteurs sont touchés et il devient de plus en plus difficile de trouver à louer ou à acheter dans l'agglomération." Qu'à cela ne tienne, ces "couches nouvelles" dégorge sur la Chartreuse, Belledonne et le Vercors. 50 000 rurbains font chaque jour jusqu'à 80 kilomètres aller-retour entre leur domicile et Grenoble. Libération s'enthousiasme. En ébullition grâce aux technologies de pointe, la ville gagne des habitants jeunes et aisés, grignote du terrain et se transforme. Dans les trois prochaines années, près d'un milliard de francs devrait être investi dans le nord du quartier Berriat pour construire Minatec. Depuis quelques mois, l'immobilier flambe à Berriat. Les maisons de ville s'arrachent et le prix des terrains a augmenté de 30 à 50 % en quelques années dans ce vieux quartier ouvrier. Aux terrasses des cafés on parle de plus en plus souvent anglais, allemand ou espagnol, d'autant que les entreprises françaises recrutent des cadres de groupes étrangers, afin de structurer leur développement international. La ville connaît un afflux de jeunes ingénieurs, au niveau de revenu élevé, quasiment parisien. De nombreux couples gagnent plus de 50 000 francs avant d'être trentenaires. Pour eux le budget n'est pas une contrainte, mais ils sont très exigeants sur la qualité et tout doit être livré clés en mains. Mars 2002 : "La Micro-Valley grenobloise dope le marché. A moins d'une heure des stations de ski, la Micro-Valley grenobloise, fournie en industries et technologies de pointe, attire nombre de cadres au pouvoir d'achat et au niveau d'exigence élevée. Mais dans le chef-lieu de l'Isère, l'offre immobilière reste rare et chère. Avec un rapport d'environ un logement pour 30 candidats, le marché locatif grenoblois connaît une situation de pénurie inégalée. Entre 1997 et 2001, le prix moyen au mètre carré dans l'ancien a augmenté de 28,6 % dans Grenoble, et de presque 36 % dans l'hyper-centre. En maisons, la hausse est encore plus spectaculaire: près de 46 % dans la vallée très prisée du Grésivaudan. La préférence des bobos, les fameux bourgeois bohèmes, va au bâtiment semi-industriel réaménagé en maison individuelle dans le secteur de Berriat, un ancien quartier ouvrier en pleine mutation. Le prix au mètre carré y a connu la plus forte hausse en cinq ans: + 37 %."

Max Micoud, le mandarin de droite se soucie beaucoup lui aussi, de la bienvenue aux Jeunes Urbains Professionnels. "J'avais envisagé l'espace libéré par la caserne de Bonne comme un espace de relance pour des gens à pouvoir d'achat élevé. Avec Minatec, on a 2000 personnes qui ne vont pas venir à Grenoble pour habiter en HLM. Il faut les loger in situ, dans la ville, où leurs femmes et leurs enfants ont une ville qui correspond (sic) à leur niveau social. Sur l'espace de Bonne, on pourrait faire de l'immobilier de très grande qualité, un vrai centre culturel et d'habitat, et l'avenue Alsace-Lorraine, à côté, reprendrait l'allure qu'elle avait, celle d'une vitrine où les gens achèteraient des objets de classe au lieu d'aller les acheter à Lyon. Ce n'est pas contradictoire avec la mixité sociale !" "Grenoble ne saurait-elle pas accueillir ses élites ?" gémit Le Daubé.

Mais si, mais si, on sait les accueillir. N'est-ce pas pour ces élites qu'on a rasé le vieux quartier de la Frise afin d'y édifier un *Europole* de verre et de béton, mi-résidentiel, mi-

financier ? N'est-ce pas d'abord pour elles qu'on achève aujourd'hui tout un nouveau quartier (Vigny-Musset) ? N'est-ce pas pour ces chercheurs, ingénieurs, techniciens, que l'on construit en 1968, l'une des premières Maisons de la Culture, et qu'on la reconstruit aujourd'hui au bas prix de 38,4 millions d'euros ? C'est que selon Michel Destot, "On n'attire pas Minkowski avec des MJC" et que "l'excellence culturelle va de pair avec le développement économique." Quant à la plèbe, on lui réserve du pain (*l'emploi*) et des jeux (*Multiplexe Chavant. Grand Stade de foot*).

Ainsi le techno-gratin s'assure-t-il une masse de manœuvre croissante pour ses nombreux projets, dont le plus important, bien sûr, est de régner toujours plus. Mais s'il ne reste plus que deux habitants sur dix de souche dauphinoise (dont rien ne dit, d'ailleurs, qu'ils ne soient pas *technifiés*), 25 % de la population se renouvelle tous les dix ans. Et ce *turnover* indique bien l'esprit de ces cadres intérimaires, qu'on recrute à grands frais pour une mission temporaire (modifier la sociologie d'une ville), avant qu'ils ne repartent ailleurs, vendre leur *excellence*.

Culture grenobloise. Jusqu'au milieu des années 60, Grenoble vit au rythme des manifestations du Cercle des élèves de l'*Insti* (l'Institut Polytechnique). Bizutage des nouveaux élèves en octobre. "Petit bal" en novembre. "Grand bal" en février, où se presse le Tout-Grenoble. On ne connaît que deux révoltes contre le co-despotisme de la recherche et de l'industrie. Après 68, dans les universités, des Comités d'Action dénoncent "la fac au service des patrons." Ainsi le Comité d'Action de l'*Insti*, renforcé d'éléments incontrôlés, met-il à sac le Grand Bal de l'*Insti* en 1969 (boules puantes, pillage du buffet et saccage d'une exposition de Ferrari). Deux ans plus tard un wagon d'herbicide explose chez Progil, à Pont de Claix. Des étudiants de la fac de sciences lancent un "Comité Anti-Pollueurs", occupent un bâtiment de physique, et dénoncent la "liaison industrie-université" dont leur administration se veut l'avant-garde. 1976-1977, le Comité Malville de Grenoble est le noyau moteur de la mobilisation contre SuperPhénix et l'état nucléaire, qui rassemble 60 000 manifestants le 31 juillet 1977, sous un déluge de pluie et de grenades. Jamais, depuis, la contestation ne fut à la fois plus massive et plus radicale. Il était donc juste qu'elle se heurtât de plein fouet à la violence policière.

En 2002, le traditionnel gala de l'INPG, qui remplace l'ancien bal, a eu lieu à la patinoire de Grenoble. Au programme : l'Orchestre Symphonique Universitaire, de la musique techno et un défilé de mode. Soirée *sponsorisée* par un employeur potentiel, qui profita de l'opportunité pour faire une *présentation avec slides et power-point*. Les plus ardents boute-feux contre "la fac au service des patrons" ont pris depuis longtemps à cœur l'apologie de la "synergie Recherche-Industrie" et du "Territoire Endogène Innovant" (alias technopole, alias Grenoble). Les "écolo-citoyens" présentent aux élections municipales des listes d'ingénieurs et d'universitaires, lesquels s'accordent parfaitement avec leurs collègues socialistes pour "développer un tissu d'activités diversifié et équilibré avec une liaison forte université-recherche-industrie, qui valorise à la fois la haute technologie, les activités traditionnelles et l'économie solidaire." Et les ratons-laveurs. Comme dit Jean Therme, père de Minatec et directeur local du CEA : "Tous les élus nous aident et nous relaient à Paris." Le Rouge et le Vert (bulletin des écolos) soutient aussi Minatec. "C'est la poursuite du modèle de développement grenoblois..." écrit Vincent Comparat, chercheur à l'Institut des Sciences Nucléaires et qui - pardi - "n'est pas antinucléaire". La bataille de l'heure pour les "écolos-citoyens", c'est la "requalification du téléphérique" qui "concourt au rayonnement touristique de la ville." Cependant que pour ses trente ans, la Fédération Rhône Alpes des Associations de Protection de la Nature (FRAPNA) a décidé de s'engager dans un "partenariat avec les entreprises pour le développement durable." Ce qui est le type même de protection auquel se livrent les proxénètes. Il est donc bien congru qu'un Jacques Joyard, responsable à Grenoble de la "Génopole Rhône Alpes", et qui

œuvre dans son laboratoire de physiologie cellulaire végétale du CEA, à l'amélioration génétique des épinards, se vante d'être membre de ladite FRAPNA. Comme il est tout aussi congru qu'un Pierre Kermen, élu vert et porte-parole des écolos-citoyens soit en même temps chargé des relations publiques de l'Université Joseph Fourier, qui pilote le projet Biopolis. De même que le bureau d'ATTAC Isère n'y trouve rien à redire, après une discrète réunion avec Claude Feuerstein, président de l'UJF et promoteur de Biopolis, tout en vitupérant "*la marchandisation*" et en faisant circuler les critiques de JP Berlan contre les biotechnologies. *Culture grenobloise*, vous dit-on. *Culture grenobloise* que cette "*forme d'éducation*", de "*vulgarisation scientifique rapide qui se couple d'une manière imprévue avec le Centre Culturel Scientifique et Technique*", que ce constant lavage de cerveaux via les services de communication des collectivités locales (*Les Nouvelles de Grenoble, le Métroscope, Isère Magazine*), que ces cycles de propagande organisés conjointement par l'Université Joseph Fourier et le Centre Culturel Scientifique, Technique - et Industriel (depuis juin 2000) - : "*Génome mode d'emploi*", "*Ecole de l'ADN*", "*Image et Science*", "*Semaine du Cerveau*", "*Midi Sciences*"... etc. *Culture grenobloise*, que cet impayable "*Serment d'Archimède*", que prêtent désormais les diplômés de l'INPG, "*Charte éthique de l'ingénieur au XXI^e siècle*", conclusion d'un "*manifeste pour la technologie au service de l'homme*" rédigé et soutenu par des "*partenaires*" aussi crédibles que : Jean Therme, Hubert Curien (ex-ministre de la Recherche et vice-président de l'Académie des Sciences), Anne Lauvergeon (présidente de la Cogema), Michel Destot, le CEA, EDF, GDF, Hewlett Packard, IBM, Microsoft. Etc. *Culture grenobloise* que cette proposition du bulletin de l'Union de Quartier Berriat-Saint-Bruno pour "*une vitrine digne d'une ville qui se veut la capitale des Alpes. Une ville mondialement réputée dans les domaines scientifiques et technologiques*" : afficher sur la façade de Bouchayer-Viallet, à l'entrée de la ville les noms des équipements scientifiques et industriels (Le Synchrotron, L'Institut Laue Langevin, le Commissariat à l'Energie Atomique, etc). *Culture grenobloise* enfin, que ce glaçant numéro du *Métroscope* (périodique de la communauté d'agglomération), où "*300 lecteurs, à travers 36 textes*", livrent leur vision de Grenoble en 2020. *Cité néo-technologique, pragmatique et utilitaire. Cité utilitaire du maillage intra-muros. Cité-bulle high tech. Techno-Eden ordonné pour chacun. Cité "hype" à l'heure de la mondialisation. Cité-BD futuriste et laboratoire citoyen.* Illustré de gratte-cieux, de perspectives colossales et de quincaillerie futuriste, où l'on voit que le techno-rat répond avec ferveur à son conditionnement.

La *culture grenobloise*, c'est la culture qui pose toujours la question : Comment ? et jamais la question : Pourquoi ? Qui résout par le ferroutage les nuisances du trafic de marchandises, sans s'attaquer à cette mère des nuisances que constitue la marchandise. Qui résout par la pile à combustible (mise au point entre l'Air Liquide à Sassenage et le futur Minatec) la pénurie d'énergie et la destruction de l'environnement, sans s'attaquer aux raisons du pillage et du gaspillage des ressources. Un paroxysme de la *culture grenobloise*, c'est ce logiciel de contrôle des logiciels industriels (utilisés dans les avions, les voitures, les trains, etc) mis au point par Polyspace Technologies pour éviter les accidents de... logiciels. (Mais qui contrôlera ce logiciel ?) Grenoble est une ville où, comme l'aurait dit Karl Kraus, on ne tire pas de conséquences. Et la *culture grenobloise*, c'est l'anti-culture, techno-marchande ; fonctionnelle ; performante et imperturbable.

Simplex Citoyens
Grenoble, le 14 mars 2002

Bibliographie

Remarques sur l'agriculture génétiquement modifiée et La dégradation des espèces, Encyclopédie des Nuisances (Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, 1999)

Déclaration sur l'agriculture transgénique et ceux qui prétendent s'y opposer, René Riesel (Editions de l'Encyclopédie des Nuisances)

Aveux complets des véritables mobiles du crime commis au CIRAD le 5 juin 1999, René Riesel (Editions de l'Encyclopédie des Nuisances)

La guerre au vivant, Jean-Pierre Berlan et alii (Editions Agone, 2001)

Plantes et aliments transgéniques, Jean-Marie Pelt (Editions Fayard, 1998)

L'Ecologiste, revue trimestrielle, n° 1 à 6
(www.ecologiste.org)